

# Chambre des Représentants.

SEANCE DU 27 JUIN 1922.

Proposition de loi sur l'emploi de la saccharine en brasserie (1).

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GOLEVVAUX.

MESSEURS,

Le projet de loi déposé par M.M. De Bue, Crick et Fischer tend à faire décréter l'autorisation de la vente des bières saccharinées, jusqu'au 31 octobre 1922. Il entoure toutefois l'emploi de la saccharine en brasserie de précautions multiples et impose au débit des produits obtenus, tant dans le chef du fabricant que de la part des marchands et cabaretiers qui les offrent aux consommateurs, de sévères obligations.

La proposition a été adoptée dans cinq Sections de la Chambre. Une seule s'y est montrée défavorable.

Elle a réuni en tout 45 votes affirmatifs et 15 négatifs ; neuf membres se sont abstenus.

\* \* \*

Il est aujourd'hui reconnu que la saccharine ne possède aucune propriété nocive. C'est un produit inerte, n'ayant aucune valeur alimentaire, traversant l'organisme sans s'altérer ni l'altérer, mais dont l'emploi en brasserie présente deux avantages précieux : C'est un édulcorant de premier ordre et un antiseptique inoffensif et puissant.

Toutefois l'usage de cette substance a suscité longtemps la méfiance.

La législation belge, soucieuse de l'intérêt qu'elle porte à la fabrication du sucre qui procure au Trésor des droits d'accise très importants, a pris à l'égard de la saccharine des mesures de prohibition radicales.

Un arrêté royal du 30 décembre 1896 « considérant que l'emploi de la » saccharine est de nature à nuire à la santé publique et que d'ailleurs cette

(1) Proposition de loi, n° 40.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBRAUT, était composée de MM. FIEULLIEN, GOLEVVAUX, PONCELET, MAX, COLLEAU et MOSTAERT.

» pratique est une source de tromperie et de fraude », défend d'une manière absolue d'ajouter de la saccharine aux bières.

Pénétrée de la même idée, la loi du 9 août 1897 édicte une interdiction générale ; elle abroge l'arrêté de 1896 et proscrit formellement l'importation, la fabrication, le transport, la détention et la vente de la saccharine et de ses similaires. Exception est seulement faite pour les produits pharmaceutiques.

La loi du 21 août 1903 relative à la fabrication et à l'importation des sucre reproduit (art. 93) les dispositions de la loi de 1897. Toutefois, la thèse que la saccharine est un produit nuisible paraît abandonnée ; la science et l'expérimentation ont fait du chemin et M. le comte de Smet de Naeyer, alors Ministre des Finances, se contente de justifier l'article 93 en disant que « la saccharine ne peut » être considérée comme un produit alimentaire et qu'elle ne sert qu'à commettre » des tromperies sur la qualité de certains produits que comportent l'emploi du » sucre. En réalité, c'est un ingrédient médicinal ».

Nous verrons plus loin que cette affirmation est au moins hasardée et qu'on ne peut méconnaître à cet ingrédient des qualités antiseptiques dignes d'être prises en considération pour son emploi industriel.

En 1917, la pénurie du sucre imposant cette mesure, l'occupant en permit l'usage ; au cours de la guerre l'emploi de la saccharine fut d'ailleurs encouragé dans tous les pays : c'était la reconnaissance formelle de sa parfaite innocuité.

La mesure prise par l'autorité allemande en Belgique fut maintenue par le Gouvernement, à son retour parmi nous ; elle ne fut rapportée qu'en octobre 1920. Depuis cette date on est donc revenu au régime de la loi de 1903.

\* \* \*

La proposition de loi soumise aux délibérations de la Chambre tend à autoriser la vente des bières saccharinées jusqu'au 30 octobre 1922.

Elle invoque pour l'obtention de cette autorisation l'impossibilité d'éducorer, au moyen de sucre ordinaire, les bières non dépouillées ; or il n'existe pas en ce moment de bières à fermentation spontanée, complètement dépouillées.

Ce fait résulte de la pénurie des matières premières dont les brasseurs ont pu disposer pendant et immédiatement après la période de la guerre ainsi que de la réquisition du matériel des brasseries opérée par les Allemands.

Le projet ne prévoit donc que l'emploi provisoire de la saccharine comme éducorant et non pas le remplacement définitif du sucre, qui est un aliment, par la saccharine, qui n'en est pas un.

Son but principal est de sauver l'industrie brassicole à fermentation haute spontanée dont les stocks sont épuisés et n'ont pu encore être reconstitués ; on prévoit que cette reconstitution sera effectuée dans quelques mois et que l'éducoration des bières par le sucre redeviendra alors normale.

Sans l'octroi de cette tolérance, le débit des bières dites bruxelloises serait impossible au cours de la saison prochaine.

\* \* \*

Le projet de loi de MM. De Bue, Crick et Fischer a rencontré en Sections non seulement l'appui de ceux qui s'intéressent à la fabrication des bières à fermentation spontanée, mais encore l'adhésion de ceux auxquels tient à cœur le sort

des petites et moyennes brasseries, disséminées dans tout le pays et qui livrent à la consommation des bières jeunes.

Ces membres, dont la thèse a été défendue à la Section centrale, considèrent l'emploi de la saccharine comme une question de vie ou de mort pour ces industries qui jouent un grand rôle dans l'alimentation des classes peu aisées notamment.

Ces industries, en effet, voient dans l'usage de la saccharine comme antisепtique, un préservatif indispensable à la conservation de leurs produits, en même temps qu'un élément d'éducoration réclamée par le goût du consommateur et que ne peut donner l'emploi du sucre. L'adjonction de sucre sans addition de saccharine à ces bières livrées aussitôt après la fabrication, ne pourrait, en effet, qu'amener une fermentation secondaire préjudiciable à la qualité de la marchandise.

Ceux qui soutiennent ces intérêts respectables, estiment que l'emploi de la saccharine en brasserie devrait être autorisé d'une façon générale et sans autre limite que la garantie d'un minimum de densité ou de teneur en matières premières alimentaires pour les fabricants.

Un de leurs porte-paroles combat vivement les mesures imposées dans le projet qui ont pour but de prévenir le public que la bière est saccharinée. Il voit dans cette prescription une marque de défiance et une tentative de dépréciation totalement injustifiées.

\* \* \*

D'autres membres ont combattu le projet.

Ils estiment, d'une part, que sa portée si limitée ne nécessite point une mesure législative et, d'autre part, que l'emploi de la saccharine serait de nature à favoriser des fraudes en masquant, sous des dehors trompeurs, la valeur nutritive de la bière ainsi additionnée.

Ils croient également qu'il y a lieu de tenir compte des craintes de l'Administration des Finances qui redoute une diminution de ses droits d'accise sur le sucre.

\* \* \*

Votre Section centrale, après avoir longuement délibéré, a adopté le projet, tel qu'il a été déposé, par 4 voix contre 2.

Elle n'y a fait qu'une seule modification à l'article 2, litt. c, en portant à 2 francs au lieu de 1 franc le droit d'accise supplémentaire aux 100 kilogrammes de farines employées.

Par 3 voix contre 1 et 1 abstention, elle a rejeté la généralisation de l'emploi de la saccharine.

\* \* \*

Au nom de la Section centrale, nous prions donc la Chambre d'admettre la proposition de loi déposée par MM. De Bue et consorts, sous réserve de la modification que nous venons d'indiquer.

*Le Rapporteur.*

FERNAND GOLENVAUX.

*Le Président,*

EM. TIBBAUT.

( λ )

( N° 353 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JUNI 1922.

Wetsvoorstel op het gebruik van saccharine in de bierbrouwerij <sup>(1)</sup>.

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT DOOR  
DEN HEER GOLENVAUX.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel ingediend door de heeren De Bue, Crick en Fischer strekt er toe om den verkoop van saccharinehoudende bieren te machtigen tot 31 October 1922. Het omringt echter het gebruik van saccharine in de bierbrouwerij met menigvuldige voorzorgen en legt strenge verplichtingen op zoowel aan den fabrikant als aan de verkoopers en de herbergiers voor den verkoop in 't klein der bekomen producten.

Het wetsvoorstel werd in vijf afdeelingen der Kamer aangenomen. Een enkele was er tegen.

Het bekwam in 't geheel 45 stemmen voor en 15 tegen ; negen leden onthielden zich.

\* \* \*

Thans erkent men dat de saccharine geen enkele schadelijke eigenschap bezit. Het is een inert product, zonder de minste voedingswaarde, dat in het organisme opgenomen wordt zonder zich te wijzigen noch het te verstoren, doch wiens gebruik in de bierbrouwerij twee kostbare voordeelen oplevert : het is een zoetstof van prima kwaliteit en een schadeloos en krachtig antiseptisch middel.

Nochtans heeft het gebruik van deze stof langen tijd het mistrouwen gaande gemaakt.

De Belgische wetgeving, bekommert om het belang van de suikerfabricatie die

(1) Wetsvoorstel, n° 40.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren FIEULLIEN, GOLENVAUX, PONCELET, MAX, COLLEAUX en MOSTAERT.

aan de Thesaurie zeer aanzienlijke accijnsrechten oplevert, heeft jegens de saccharine radicale verbodsmaatregelen getroffen.

Een Koninklijk besluit van 30 December 1896, « gezien dat het gebruik van saccharine van aard is van de volksgezondheid te schaden en dat overigens deze praktijk een bron is van bedriegerijen en van ontduikingen », verbiedt volstrekt saccharine bij de bieren te voegen.

Door dezelfde gedachte doordrongen, vaardigt de wet van 9 Augustus 1897 een algemeen verbod uit; zij trekt het besluit in van 1896 en verbiedt uitdrukkelijk den invoer, de fabricatie, het vervoer, het in voorraad hebben en den verkoop van saccharine en van de daarmee gelijkgestelde producten. Alleen wordt uitzondering gemaakt voor de artsenkundige producten.

De wet van 21 Augustus 1903, betreffende het fabriceren en het invoeren van suiker, herneemt (art. 93) de bepalingen der wet van 1897. De thesis, echter, dat de saccharine een schadelijk product is, schijnt men te laten varen; de wetenschap en de proefondervinding hebben weg afgelegd en graaf de Smet de Nayer, toen minister van Financiën, beperkt er zich toe artikel 93 te billijken met te zeggen dat « de saccharine niet mag worden aangezien als een voedingsstof en dat zij slechts dient om bedriegerijen te plegen in zake de hoedanigheid van sommige producten welke het gebruik van suiker vragen. In werkelijkheid is het een geneeskundig bestanddeel ».

Verder zullen wij zien dat deze bewering nog al gewaagd is en dat men aan dit bestanddeel niet kan ontkennen antiseptische hoedanigheden welke waard zijn in aanmerking genomen te worden voor zijn industrieel gebruik.

In 1917, maakte de schaarschte aan suiker deze maatregelen noodzakelijk en de bezetter liet het gebruik er van toe; tijdens den oorlog werd het gebruik der saccharine overigens in al de landen aangemoedigd: daardoor erkende men uitdrukkelijk hare volkomen onschadelijkheid.

De maatregel, door de Duitsche overheid in België genomen, werd behouden door de Regeering toen zij in ons midden terugkeerde; hij werd slechts in October 1920 opgeheven. Sedertdien is men dus tot het beheer der wet van 1903 teruggekeerd.

\* \* \*

Het wetsvoorstel, dat aan de behandeling der Kamer is onderworpen, strekt er toe den verkoop van saccharinehoudende bieren tot 30 October 1922 te machtigen.

Tot het bekomen van deze machtiging, roept het de onmogelijkheid in om, door middel van gewone suiker, de niet bezonken bieren te ontzuren; welnu, vooralsnog bestaan er geen volledig bezonken bieren met natuurlijke gisting.

Dit feit spruit voort uit het te weinig aan grondstoffen waarvan de brouwers gedurende de oorlogsperiode en onmiddellijk er na hebben kunnen beschikken, alsmede uit het opeischen van het materieel der brouwerijen door de Duitschers.

Het wetsvoorstel voorziet dus alleen het voorloopig gebruik der saccharine als zoetstof en niet het voorgoed vervangen van suiker, die een voedsel is, door de saccharine, die er geen is.

Zijn hoofddoel is, de brouwnijverheid met hooge natuurlijke gisting te reden, wier voorraden uitgeput zijn en nog niet konden hersteld worden; men voorziet dat deze herstelling binnen enkele maanden zal afgeloopen zijn en dat de ontzuring der bieren door middel van de suiker alsdan weer normaal zal worden.

Zonder het verleenen van deze toelating, zou de verkoop van de zoogezegde Brusselsche bieren in den loop van het volgend seizoen onmogelijk zijn.

\* \* \*

Het wetsvoorstel van de heeren De Bue, Crick en Fischer werd in de afdeelingen gunstig onthaald niet enkel door hen die belang stellen in het brouwen van bieren bij natuurlijke gisting, maar ook door hen die zich bekommeren om de geringe en middelmatige brouwerijen, welke over gansch het land verspreid zijn en jonge bieren aan het verbruik leveren.

Deze leden, wier stelling in de Middenafdeeling werd verdedigd, beschouwen het gebruik van de saccharine als eene kwestie van leven of dood voor deze bedrijven die eene groote rol spelen in de voeding, inzonderheid der weinig bemiddelde standen.

In het gebruik van de saccharine als bederfwerend middel zien deze bedrijven immers, een onontbeerlijk bewaarmiddel voor hunne producten te gelijkertijd als eene zoetstof welke door den verbruiker wordt gewild en men door het gebruik der suiker niet bekomen kan. Het gebruik van suiker zonder toevoeging van saccharine in deze bieren, welke onmiddelijk na het brouwen aan het verbruik worden geleverd, zou inderdaad slechts eene kunstmatige gisting verwekken welke nadeelig werkt op de hoedanigheid der waar.

Zij die voorstanders zijn van deze ernstige belangen, zijn van gevoelen, dat het gebruik van de saccharine in de bierbrouwerijen in algemeenen regel moet toegelaten worden met, als enige beperking, den waarborg van een minimum densiteit of rijkheid aan voedingsstoffen in de fabricaten.

Een dezer voorstanders bestrijdt hevig de in het ontwerp voorgeschreven maatregelen tot kennisgeving aan het publiek van het gebruik der saccharine. In dit voorschrift ziet hij een bewijs van wantrouwen en een poging tot waardevermindering, welke volstrekt niet gebillijkt zijn.

\* \* \*

Andere leden hebben het voorstel bestreden.

Eensdeels, zijn zij van gevoelen dat de zoo beperkte draagwijdte van het voorstel geene wetsbepaling noodzakelijk maakt en, anderdeels, dat het gebruik van de saccharine van aard wezen zou om het bedrog in de hand te werken met de voedingswaarde van het saccharinehoudend bier, door schijnmiddelen te dekken.

Insgelijks meinen zij in acht te moeten nemen de vrees door het Bestuur van Financiën uitgedrukt, namelijk dat de opbrengst der suikerbelasting dalen zou.

\* \* \*

Na langdurige beraadslaging, heeft uw Middenafdeeling het voorstel, zoodals het werd ingediend, aangenomen met 4 stemmen tegen 2.

Slechts één wijziging werd in het voorstel gebracht, namelijk in artikel 2 litt. c) waar het bijkomend accijnsrecht van 1 frank op 2 frank wordt gebracht per 100 kil. gebruikt meel.

De algemeenmaking van het gebruik der saccharine werd verworpen met 3 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

Namens de Middenafdeeling verzoeken wij de Kamer het wetsvoorstel, door de heeren De Bue c. s. ingediend, goed te keuren met inachtneming van boven-gemelde wijziging.

*De Verslaggever,*

FERNAND GOLENVAUX.

*De Voorzitter,*

Em. TIBBAUT.